

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 9–13 novembre 2009

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 6 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2009/6-C
28 septembre 2009
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DE L'IPSR CÔTE D'IVOIRE 106720

**Assistance aux populations touchées par
la crise prolongée en Côte d'Ivoire**

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice du Bureau de l'évaluation:	Mme C. Heider	tél.: 066513-2030
---------------------------------------	---------------	-------------------

Fonctionnaire principal chargé de l'évaluation, Bureau de l'évaluation:	M. A. Cordeil	tél.: 066513-2262
---	---------------	-------------------

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



RESUME

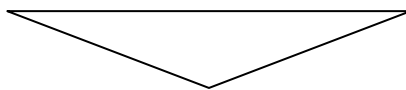
La crise sociopolitique complexe qui a éclaté en 2002 a entraîné la scission de la Côte d'Ivoire en deux parties, séparées par une "zone de confiance". En 2007, cette zone a été démantelée en vertu de l'Accord de Ouagadougou. Bien que le pays fût engagé sur la bonne voie, la situation demeurait instable: outre des taux de malnutrition élevés et de faibles résultats scolaires dans le nord du pays, il fallait procéder au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion des combattants, tout en facilitant le retour des personnes déplacées.

L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 106720 a débuté en juillet 2007; elle visait à favoriser le retour à la stabilité et le rétablissement de la sécurité alimentaire des ménages, en protégeant le capital humain et les avoirs productifs, ainsi qu'à contribuer au relèvement et à l'autonomie des groupes vulnérables menacés par la crise du pays. Conçue pour venir en aide à 1 million de personnes, elle s'articulait autour de quatre composantes: i) Vivres pour l'éducation; ii) Vivres pour le redressement; iii) nutrition et VIH/sida; et iv) secours.

L'évaluation a été conduite entre novembre 2008 et janvier 2009 par une équipe de trois consultants. Elle a relevé que l'IPSR:

- répondait bien aux besoins de la population et tenait compte du contexte politique, mais devait être ajustée pour conserver sa pertinence, à mesure que le Gouvernement et ses partenaires recentraient leurs activités sur le développement et accordaient moins d'importance aux opérations d'urgence et de redressement. Les rations étaient appropriées eu égard aux besoins et aux objectifs énoncés;
- atteignait seulement 81 pour cent de ses bénéficiaires potentiels en 2008 et n'avait permis de distribuer que 52 pour cent des produits prévus à l'origine, principalement du fait du manque de ressources. Compte tenu de ces piètres résultats et faute de financement, il a fallu suspendre certaines activités du programme et réduire la taille des rations. Le programme était mis en œuvre en collaboration avec de nombreux partenaires — entités gouvernementales, ONG et organismes des Nations Unies — ce qui créait des synergies positives, mais exigeait aussi des efforts de communication et de coordination.
- avait produit les effets attendus du programme d'alimentation scolaire, notamment une augmentation des taux de scolarisation et de persévérance scolaire. Toutefois, dans ce secteur, les indicateurs de parité filles/garçons laissaient apparaître d'autres difficultés qui ont été amplifiées par le fait que la composante des rations à emporter n'a pas pu être mise en œuvre. La composante nutrition avait permis d'atteindre les minima fixés pour l'alimentation thérapeutique et supplémentaire et les distributions effectuées en phases de secours et de redressement avaient facilité le retour des populations, leur réinsertion et la reprise des activités agricoles, bien que dans ce dernier cas l'aide prévue ait été grandement réduite.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil prend note du "Rapport succinct de l'évaluation de l'IPSR Côte d'Ivoire 106720" (WFP/EB.2/2009/6-C) et de la "Réponse de la direction aux recommandations du rapport succinct de l'évaluation de l'IPSR Côte d'Ivoire 106720" (WFP/EB.2/2009/6-C/Add.1) et invite le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



GENERALITES

Contexte

1. La crise sociopolitique complexe qui a éclaté en 2002 a entraîné la scission de la Côte d'Ivoire en deux parties, séparées par une "zone de confiance". En 2007, cette zone a été démantelée en vertu de l'Accord de Ouagadougou. Cet accord incluait des mesures visant à relancer et à mettre en œuvre les initiatives de désarmement, de démobilisation et de réinsertion qui ont fait l'objet de la décision adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies en octobre 2005. Le pays était engagé sur la bonne voie, mais la situation demeurait instable.
2. Avec un produit intérieur brut (PIB) moyen par habitant de 866 dollars É.-U., la moitié de la population vit en deçà du seuil de pauvreté, et 14,8 pour cent en deçà du seuil de pauvreté extrême établi à 1 dollar par personne et par jour. Dans le Rapport sur le développement humain de 2006 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Côte d'Ivoire est 164^e sur les 177 pays classés selon l'indicateur du développement humain, et elle ne cesse de reculer depuis 1980. La situation humanitaire se dégrade au fil des ans, en particulier pour les personnes déplacées et d'autres groupes vulnérables.
3. Par ailleurs, l'insécurité alimentaire atteint des niveaux élevés. Selon l'évaluation qui en a été faite conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM pour l'année 2006¹, 9 pour cent de la population étaient alors concernés, et 20 pour cent menaçaient de l'être. Ces moyennes masquent de fortes disparités géographiques, puisque 43 pour cent des ménages de Guiglo étaient en situation d'insécurité alimentaire. Le système de suivi de la sécurité alimentaire a également mis en évidence des problèmes dans les départements de Man et de Bouaké, dans le nord-ouest du pays, avec respectivement 40 pour cent et 28 pour cent des ménages exposés à l'insécurité alimentaire. À l'échelle nationale, le taux de malnutrition aiguë globale était de 6,8 pour cent en 2006² et la prévalence de la malnutrition aiguë grave de 1 pour cent, mais la malnutrition chronique atteignait 33 pour cent. Là encore, les moyennes nationales masquent des différences entre les régions: les cinq régions septentrionales avaient un taux de malnutrition aiguë globale de 17,5 pour cent et une prévalence de la malnutrition aiguë grave de 4 pour cent en 2008³; le taux de malnutrition aiguë globale dans le nord était de 13,6 pour cent en 2006⁴.
4. La mortalité infantile des enfants de moins de 5 ans s'élève à 125 décès pour 100 000 naissances vivantes (2005), ce qui est élevé. Un tiers des naissances seulement se déroule en présence de personnel qualifié. En 2005, la mortalité maternelle était de 690 décès pour 100 000 naissances vivantes. Avec un taux de prévalence du VIH de 4,7 pour cent à l'échelon national (6,4 pour cent chez les femmes et 2,9 pour cent chez les

¹ Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, menée par le PAM et la FAO dans 10 régions sur 19.

² Enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) conduite en 2006 à l'échelle nationale.

³ Enquête SMART (suivi et évaluation normalisés des phases de secours et de transition).

⁴ On notera que les deux enquêtes utilisaient des méthodologies différentes et n'avaient pas exactement la même couverture géographique.



hommes), la Côte d'Ivoire était le pays le plus touché d'Afrique de l'Ouest. L'épidémie de VIH/sida frappe surtout les populations urbaines.

5. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le taux national net de scolarisation dans le cycle primaire était estimé à 55 pour cent en 2006 (59 pour cent pour les garçons, 51 pour cent pour les filles), mais à seulement 26 pour cent dans le nord (Savanes) et 31 pour cent dans les régions du nord-ouest (Bafing, Denguélé, Worodougou). Ces régions enregistrent également les plus bas taux de scolarisation pour les filles (21-25 pour cent). Le programme national d'alimentation scolaire mis en œuvre, dirigé par la Direction nationale des cantines scolaires (DNC) du Ministère de l'éducation dans les régions méridionales, a été relancé dans le nord du pays. La plupart des fonctionnaires – y compris ceux des secteurs de la santé et de l'éducation – qui travaillaient dans le nord se sont enfuis vers le sud durant la guerre civile. Leur retour est freiné par l'insécurité et par la réticence des enseignants et soignants bénévoles proches des Forces Nouvelles qui ne veulent pas quitter leur poste.

Description de l'intervention

6. L'IPSR 106720 a été approuvée pour une période de 18 mois (1^{er} juillet 2007–31 décembre 2008) pour aider 1 million de personnes en leur fournissant 47 256 tonnes de produits alimentaires, pour un coût opérationnel total de 41 millions de dollars. En novembre 2008, le projet a été prolongé jusqu'au 31 août 2009 et le budget porté à 80 millions de dollars.
7. L'IPSR visait globalement à faciliter le retour à la stabilité et le rétablissement de la sécurité alimentaire des ménages en protégeant le capital humain et les avoirs productifs, et à promouvoir le redressement et l'autonomie des populations vulnérables affectées par la crise. Cela correspondait à quatre des cinq objectifs stratégiques du PAM.
8. L'IPSR était conçue pour venir en aide à 1 million de personnes dans le cadre de quatre composantes: i) Vivres pour l'éducation (VPE) (85 pour cent des bénéficiaires): indicateurs de performance classiques en matière d'éducation et mise en œuvre, en collaboration avec l'UNICEF, de certaines parties d'un programme plus général; ii) Vivres pour le redressement (VPR) (9 pour cent des bénéficiaires): en échange de nourriture, construction d'infrastructures rurales et participation à des cours d'alphabétisation des adultes et à des formations en agriculture; iii) nutrition et VIH/sida (5 pour cent des bénéficiaires): programme d'alimentation thérapeutique et supplémentaire pour les enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition aiguë et assistance aux personnes vivant avec le VIH/sida; et iv) secours (2 pour cent des bénéficiaires): distribution générale de vivres et secours alimentaires d'urgence pour les personnes déplacées, les rapatriés et les réfugiés.

Caractéristiques de l'évaluation

9. L'évaluation a pour objectif de rendre des comptes et de tirer parti de l'expérience acquise. Elle s'est déroulée de novembre 2008 à janvier 2009 et a consisté en une mission préparatoire, une étude des documents, une enquête préliminaire, l'élaboration de la méthodologie et des visites sur le terrain. La mission d'évaluation a visité 42 sites et organisé des entretiens et des réunions avec des interlocuteurs clés de l'administration nationale, du PAM et de ses organismes partenaires. Des données sur le terrain ont également été recueillies par le biais de discussions de groupe et de questionnaires. L'évaluation a été conduite par une équipe de trois consultants spécialisés dans la sécurité alimentaire, la santé et la nutrition, et l'éducation, assistés par un analyste de données. Elle a été menée selon les principes du système d'assurance-qualité des évaluations du PAM.



PRINCIPAUX RESULTATS

Conception de l'intervention: pertinence et adéquation

10. L'IPSR visait à atténuer l'insécurité alimentaire, en contribuant à la réinstallation des personnes déplacées, à la remise en état des infrastructures rurales et à l'apprentissage d'un métier pour les enfants touchés par la guerre. Ces objectifs correspondaient aux besoins initialement estimés et aux politiques gouvernementales: la sécurité alimentaire fait partie intégrante de la stratégie de réduction de la pauvreté (2008) adoptée pour la Côte d'Ivoire. Néanmoins, le Gouvernement et ses partenaires ont changé leurs priorités et mettent de plus en plus l'accent, non plus sur l'aide d'urgence, mais sur le développement. Aujourd'hui, les bénéficiaires et les organismes partenaires sont souvent capables de produire des revenus et/ou d'organiser des services sociaux. L'aide alimentaire n'est plus un outil autonome et ne peut plus être dispensée de façon indépendante; elle doit être alignée sur, et même intégrée dans les stratégies de développement local qui luttent contre l'insécurité alimentaire.
11. L'alimentation scolaire, la plus importante des composantes de l'IPSR, figurait en bonne place dans les politiques nationales: elle était perçue comme ouvrant la voie à la reprise des services publics dans le nord du pays. Son but était de favoriser l'accès à l'éducation primaire dans cette région, malgré des institutions mises à mal par la crise sociopolitique. Inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, le plan national de développement de l'éducation vise à pérenniser l'alimentaire scolaire, en demandant une contribution aux élèves bénéficiaires et à leurs parents. Depuis que les services publics ont repris dans l'ensemble du pays, facilitant l'accès aux zones rurales pour le Ministère de l'éducation, les priorités ont changé: il s'agit surtout dorénavant de développer les capacités de la DNC pour lui permettre de prendre en charge la planification, la mise en œuvre et le suivi de l'alimentation scolaire.
12. L'assistance dispensée aux enfants et aux femmes souffrant de malnutrition a été coordonnée avec le programme national de nutrition, qui intervient dans le secteur de l'éducation. L'aide nutritionnelle a été conçue pour améliorer l'état nutritionnel des bénéficiaires tout en favorisant les changements de comportement. La composante VIH/sida s'aligne essentiellement sur les politiques gouvernementales concernant à la fois le VIH/sida et la sécurité alimentaire. Dans la prise en charge des personnes séropositives ou atteintes du sida, la stratégie nationale de lutte contre le VIH/sida (2006-2010) inclut l'assistance alimentaire et nutritionnelle parmi ses six domaines prioritaires. Elle donne également accès aux aliments enrichis. L'IPSR appuie cet effort, en fournissant des produits alimentaires enrichis en micronutriments (mélange maïs-soja et huile) aux personnes vivant avec le VIH/sida et exposées à l'insécurité alimentaire. En revanche, l'intervention a peu contribué à développer les activités génératrices de revenus et la formation professionnelle, activités complémentaires qui pourraient pourtant renforcer les effets de cette composante en matière de nutrition.
13. Des rations alimentaires différentes ont été conçues pour chacune des activités, en tenant compte des besoins spécifiques de chaque groupe de bénéficiaires. L'objectif était que les activités du programme concordent avec les objectifs énoncés. Ainsi, les bénéficiaires des activités nutritionnelles et sanitaires ont reçu des aliments enrichis et la valeur calorique de l'alimentation scolaire a été judicieusement calculée pour répondre à environ un tiers des besoins alimentaires journaliers des élèves. Dans toutes les autres composantes les rations étaient conçues pour satisfaire les besoins journaliers des bénéficiaires.

Produits obtenus et modalités d'exécution

14. En 2008, 706 505 personnes ont participé aux diverses activités du programme, alors que le total prévu était de 704 250 personnes. Si l'on inclut les membres des familles bénéficiaires des composantes distribuant des rations familiales, ce sont au total 792 294 personnes qui ont reçu une aide, contre 981 000 prévues au départ (81 pour cent). Sur cet ensemble, 45 pour cent étaient des femmes ou des fillettes et 95 pour cent avaient 18 ans ou moins. Les élèves constituent le groupe le plus important de bénéficiaires grâce à l'alimentation scolaire (84 pour cent), suivis des personnes qui ont participé à la composante VIH/sida (6 pour cent), à la distribution générale de vivres (6 pour cent), aux activités nutritionnelles (3 pour cent), à la composante Vivres contre travail (VCT) (1 pour cent) et à la composante Vivres pour la formation (VPF) (moins de 1 pour cent).
15. Si, en valeur absolue, le nombre total de bénéficiaires de l'aide est à peu près conforme aux objectifs, le nombre et le volume des rations distribuées ont été inférieurs aux prévisions initiales. Outre un financement insuffisant, l'IPSR a souffert de l'envolée des prix des produits alimentaires et du carburant, ce qui a entraîné la suspension de trois activités et la réduction du nombre de rations par bénéficiaire durant la période d'exécution. Globalement, 52 pour cent des produits alimentaires prévus ont été fournis, avec un taux d'exécution plus que variable d'une activité à l'autre, comme le montre le tableau ci-dessous. La composante VPE est restée la plus importante. Les secours alimentaires ont considérablement augmenté (mais ils ne représentent qu'une petite partie de l'intervention globale), tandis que les livraisons des autres composantes ont toutes été en deçà des prévisions initiales.

Composantes du programme	Quantité prévue		Quantité effective		Quantité effective par rapport à la quantité prévue (en %)
	Tonnes	% du total	Tonnes	% du total	
Secours	1 274	3	3 256	13	256
Nutrition et VIH/sida	9 762	21	6 823	28	70
VPE	28 342	60	12 305	50	43
VPR	7 878	17	2 248	9	29
Total	47 256	100	24 633	100	52

16. Les produits alimentaires ont principalement été distribués à partir du bureau auxiliaire d'Abidjan, responsable de l'alimentation scolaire dans les régions méridionales du pays. Les régions septentrionales de Bouaké, Korhogo et Man affichent des résultats légèrement inférieurs pour ce qui est du nombre de bénéficiaires et de la quantité totale de vivres distribués — mais supérieurs concernant la quantité de vivres par personne — ce qui traduit un degré plus élevé d'insécurité alimentaire et le rôle plus important des composantes VPR et santé et nutrition.

TABLEAU 2: BÉNÉFICIAIRES ET DISTRIBUTIONS ALIMENTAIRES PAR RÉGION					
Bureau auxiliaire	Bénéficiaires		Produits alimentaires distribués		Kilogrammes par bénéficiaire
	Nombre	% du total	Tonnes	% du total	
Abidjan	285 451	36	5 879	24	21
Bouaké	81 103	10	5 992	24	74
Guiglo	171 483	22	4 274	17	25
Korhogo	99 530	13	3 780	15	38
Man	83 929	11	2 718	11	32
Odienné	70 799	9	1 990	8	28
Total	792 294	100	24 633	100	31

17. La composante VPE a été mise en œuvre par le biais de la DNC et de son réseau de bureaux régionaux et départementaux. Responsable de la distribution, la DNC a dirigé le programme d'alimentation scolaire dans les régions méridionales (où elle conduit un programme analogue mis en place par le Gouvernement). Dans les régions septentrionales, l'alimentation scolaire a été mise en œuvre en partenariat avec Caritas et Cooperative for Relief and Assistance Everywhere (CARE) (pour la logistique) et la DNC (pour la coordination et la supervision des cantines scolaires). La composante nutrition a été mise en œuvre avec le concours du Ministère de la santé (par le biais des centres d'alimentation thérapeutique et supplémentaire), de l'UNICEF et d'organisations non gouvernementales aux rôles complémentaires. Les activités VCT ont été conçues avec la contribution de professionnels locaux, notamment des ingénieurs de la Direction départementale des infrastructures et des entrepreneurs en bâtiment. Elles ont été supervisées par le principal bailleur de fonds et ont bénéficié de la participation des communautés, qui ont fourni la main-d'œuvre locale et une partie des matières premières. La composante secours a été mise en œuvre en coordination avec l'Organisation internationale pour les migrations, en complément du programme de distribution de semences de la FAO.
18. Les activités appuyées par le PAM ont été intégrées dans les programmes des partenaires d'exécution. Différents arrangements ont été mis en place selon la nature du partenariat. Certains partenaires d'exécution ont été chargés de la livraison, du stockage et de la distribution des produits alimentaires, tandis que des partenaires coopérants ont utilisé l'aide alimentaire du PAM pour compléter leurs propres programmes d'assistance. La conception de l'IPSR, les problèmes de sécurité et de logistique et la pénurie de services publics dans de nombreuses zones rurales ont rendu indispensable le recours aux compétences extérieures. Par exemple, ce sont des partenaires d'exécution qui ont procédé au recensement des bénéficiaires conformément aux critères de l'IPSR, laissant au PAM le soin de vérifier la cohérence des listes. De même, l'intervention s'est principalement appuyée sur les partenaires d'exécution pour le ciblage et la mise en œuvre. La plupart de ces intervenants se sont dit très satisfaits des résultats de l'IPSR, mais ils ont évoqué des difficultés en matière de gestion des contrats, de notification des activités et de comptabilité. En outre, certains ajustements ont été apportés au programme sans consultation préalable ni échange d'informations suffisant.

19. Le déficit de financement — 22 millions de dollars ont été collectés au total, pour des besoins évalués à 41 millions de dollars — conjugué à l'envolée des prix des produits alimentaires et du carburant, a entraîné une réduction du nombre de composantes et de rations, mais aussi des ruptures de la filière d'approvisionnement, et donc des retards dans les livraisons de vivres. Pour contenir les dépenses, certains produits alimentaires ont été achetés dans la région, par exemple des légumes secs au Burkina Faso, mais la longueur des procédures de dédouanement s'est traduite par des surestaries considérables, des retards et des ruptures d'approvisionnement. Dans les villages, des coopératives de femmes ont fourni une partie des produits alimentaires destinés aux cantines scolaires, mais cela aussi a entraîné des pertes.

Résultats

20. L'IPSR a partiellement réalisé ses objectifs: dans l'ensemble, les moyens de subsistance et l'état nutritionnel des personnes en situation critique d'insécurité alimentaire et souffrant de malnutrition se sont stabilisés.
21. Il convient d'examiner séparément les résultats des activités VPE pour le nord et le sud du pays. Dans le sud, le système éducatif repose sur des bases plus solides, bénéficiant notamment d'un programme public d'alimentation scolaire déployé dans 2 218 établissements, en sus des 3 013 appuyés par l'IPSR. D'après les mesures effectuées sur un échantillon d'écoles, le taux global de scolarisation a augmenté de 19,3 pour cent entre 2006-2007 et 2007-2008, et de 13,6 pour cent entre 2007-2008 et 2008-2009, dépassant ainsi la moyenne nationale de 3,2 pour cent. L'IPSR a beaucoup contribué à améliorer l'accès au cycle primaire, même si d'autres facteurs ont aussi joué un rôle, notamment le retour progressif à la paix et à la stabilité dans les régions du nord. Cette embellie a toutefois été de courte durée car en 2008-2009, le taux de croissance des inscriptions dans le primaire a diminué.

TABLEAU 3: TAUX DE SCOLARISATION PAR ANNÉE SCOLAIRE						
Année	Total des inscriptions dans l'échantillon des écoles (unités)			Croissance (%)		
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total
2006-2007	995	1 253	2 248	–	–	–
2007-2008	1 185	1 497	2 682	19,1	19,5	19,3
2008-2009	1 351	1 697	3 048	14,0	13,4	13,6

22. L'alimentation scolaire avait également pour objectif de combler l'écart de scolarisation entre les garçons et les filles et d'encourager la poursuite des études. Dans quatre régions, le rapport entre le nombre de filles et le nombre de garçons scolarisés dans le cycle primaire ne dépassait pas 1 sur 4. À mesure qu'elles grandissent, les filles subissent une pression sociale de plus en plus forte pour abandonner l'école, travailler à la maison et se marier. Faute de ressources suffisantes, il n'a pas été possible de distribuer des rations à emporter pour lutter contre ce problème. Les repas fournis aux filles et aux garçons dans le cadre de l'alimentation scolaire ont néanmoins eu un effet positif sur le maintien des filles à l'école.
23. S'agissant de la composante nutrition, les taux de traitement et de récupération des bénéficiaires pris en charge dans les centres d'alimentation supplémentaire et thérapeutique



ont été positifs. Pour les programmes d'alimentation supplémentaire destinés aux enfants de moins de 5 ans, l'IPSR a utilisé comme principal indicateur le rapport poids/taille, qui signale toute perte de poids rapide et récente et permet d'apprécier le risque de mortalité. Les données ont été collectées par des partenaires d'exécution, mais cela n'a pas toujours été fait de façon systématique ni cohérente: les balances ou les toises étaient souvent cassées ou inexistantes et le suivi de certains indicateurs n'a pas été correctement assuré. Quoiqu'il en soit, les taux de récupération ont été chiffrés à 84 pour cent pour l'alimentation thérapeutique et à 75 pour cent pour l'alimentation supplémentaire, soit des résultats respectivement supérieurs aux seuils de 80 pour cent et 70 pour cent. Le taux de défaut de traitement est resté en deçà du seuil fixé pour l'alimentation supplémentaire, mais il l'a dépassé en ce qui concerne l'alimentation thérapeutique, principalement pour deux raisons: les difficultés d'accès aux centres d'alimentation et l'insuffisance des rations données aux mères pour qu'elles puissent s'occuper des enfants durant la période de traitement. (Notons que cette ration a été changée après la révision budgétaire de l'IPSR en novembre 2008.) Le pourcentage d'enfants nés avec un poids inférieur à 2,5 kilogrammes a été de 9 pour cent, donc inférieur au seuil de 10 pour cent. Les résultats de ces composantes dépendent fortement des capacités et des ressources des centres de nutrition, or ceux-ci n'ont pas pu bénéficier des services professionnels de la santé et de la nutrition, et la bonne volonté de leur personnel n'a pas suffi à pallier ces carences, auxquelles sont venues s'ajouter des contraintes logistiques et la faible priorité accordée au transport de produits alimentaires destinés à ces activités.

24. La concentration géographique de la composante VIH/sida sur Bouaké et Korhogo (respectivement 40 pour cent et 29 pour cent des bénéficiaires) répondait à celle des partenaires techniquement compétents, ce qui a amélioré son efficacité. Les partenaires d'exécution ont mis en place des groupes d'auto-assistance rattachés à des réseaux locaux, auprès desquels ils avaient accès à un ensemble de programmes de traitement antirétroviral, de nutrition et d'aide sociale. Il était toutefois difficile de concilier les critères de ciblage, car les zones de forte insécurité alimentaire sont généralement rurales, alors que la prévalence du VIH et du sida est plus forte dans les villes et les partenaires d'exécution ne sont pas toujours parvenus à offrir aux bénéficiaires tout l'éventail des services de prévention, de traitement et de suivi. L'observation des changements de poids chez un échantillon de personnes vivant avec le VIH/sida, sous traitement et recevant une aide nutritionnelle à Bouaké, a néanmoins mis en évidence un gain de poids constant, avec une pointe au bout de 5-6 mois. Certains bénéficiaires ont par ailleurs mentionné les retombées positives de l'assistance alimentaire sur leur santé et leur état pondéral, et le fait qu'elle leur a permis de suivre le traitement antirétroviral sur une plus longue période, diminuant ainsi les infections opportunistes. Le potentiel de cette composante n'a pas été pleinement exploité faute d'avoir été associée à des projets d'appui aux moyens de subsistance.
25. Les distributions d'aide de secours aux personnes déplacées et aux rapatriés — durant la période de retour et la saison de soudure, souvent marquées par l'insécurité alimentaire — ont facilité la reprise des activités agricoles. Les activités de redressement — VCT et VPF — ont amélioré le capital humain et matériel dans les zones touchées par le conflit, mais pas autant qu'elles l'auraient pu puisque ces composantes ont été sensiblement révisées à la baisse. Dans certains cas, les vivres échangés contre du travail ont permis de remettre les infrastructures rurales en état, d'améliorer l'appareil productif rural et de fournir de nouvelles sources d'emploi aux populations paysannes marginalisées. La plupart des interventions prévoyaient de réparer les routes et les ponts donnant accès aux marchés, afin d'exploiter le potentiel de l'agriculture dans les zones isolées. D'après les bénéficiaires

interrogés, cette remise en service des infrastructures rurales de base a renforcé la production agricole et les moyens de subsistance des ménages ruraux.

Questions transversales

26. Plusieurs activités de l'IPSR visaient directement à répondre aux besoins des femmes. Certaines d'entre elles misaient sur leur esprit d'initiative et leur sens de la solidarité en les encourageant à créer de petites entreprises. La parité hommes-femmes était au cœur des activités liées à la nutrition et au VIH/sida. Les activités de sensibilisation et de formation menées sur ce thème à l'intention des partenaires d'exécution se sont traduites par une meilleure prise en compte des femmes dans le cadre des distributions de vivres.
27. Compte tenu des problèmes de sécurité sur le terrain, il a été jugé utile d'organiser des formations sur les questions de protection à l'intention des partenaires d'exécution. Cette initiative a été suffisamment ample pour répondre aux besoins.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Évaluation globale

28. L'IPSR a bien répondu aux besoins de la population tout en tenant compte du contexte politique, mais elle devra être ajustée pour conserver sa pertinence à un moment où le Gouvernement et ses partenaires sont en train de recentrer leurs priorités sur le développement et accordent moins d'importance aux opérations d'urgence et de redressement. Les rations se sont révélées appropriées eu égard aux besoins et aux objectifs énoncés.
29. En 2008, l'IPSR avait atteint 81 pour cent de ses bénéficiaires potentiels et 52 pour cent seulement du volume de produits prévu à l'origine avaient été distribués, faute de financements suffisants. Ces piètres résultats ont conduit à suspendre certaines activités du programme et à réduire la taille des rations. Le programme a été mis en œuvre en collaboration avec des nombreux partenaires — entités gouvernementales, ONG et organismes des Nations Unies — ce qui a créé des synergies positives, mais aussi exigé des efforts de communication et de coordination.
30. L'IPSR a produit les effets attendus du programme d'alimentation scolaire, notamment une augmentation des taux de scolarisation et de persévérance scolaire. Toutefois, dans ce secteur, les indicateurs de parité filles/garçons laissent apparaître d'autres difficultés qui ont été amplifiées par le fait que la composante des rations à emporter n'a pas pu être mise en œuvre. La composante nutrition a permis d'atteindre les minima fixés pour l'alimentation thérapeutique et supplémentaire. Les distributions effectuées en phases de secours et de redressement ont facilité les retours des populations, leur réinsertion et la reprise des activités agricoles, bien que dans ce dernier cas l'aide prévue ait été grandement réduite.

Enseignements à tirer pour l'avenir

31. Dans un contexte en évolution, l'IPSR doit elle aussi évoluer. Il convient désormais d'analyser les répercussions de ces évolutions sur la logique et la pertinence de l'intervention et de voir les problèmes qui en résultent. Il semblerait souhaitable, par exemple, de réorienter la stratégie opérationnelle de façon à associer plus étroitement les partenaires locaux à la définition, à la planification et à la mise en œuvre des activités comme cela se passe déjà dans le sud pour l'alimentation scolaire.



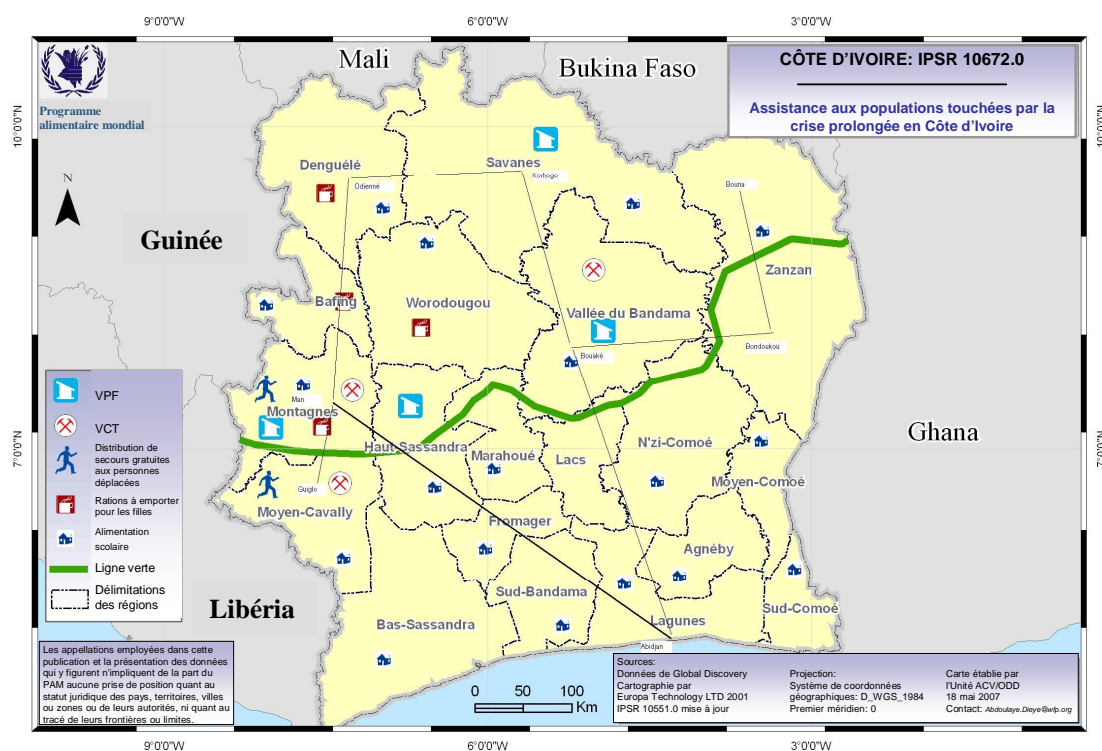
32. L'accroissement de l'insécurité alimentaire dans les régions septentrionales, où le développement progresse moins vite que dans le sud, est une donnée essentielle pour le ciblage géographique. Il signifie que l'aide alimentaire sera vraisemblablement plus nécessaire et plus efficace dans le nord, alors que dans le sud, l'assistance pourra mettre davantage l'accent sur le développement des capacités.
33. Par ailleurs, acheter sur les marchés régionaux peut contribuer à contenir la hausse des coûts des produits de base et du transport; c'est une démarche qui devrait être adaptée autant que possible aux nouvelles politiques en matière de sécurité alimentaire. Les coopératives de femmes qui se sont constituées au niveau des villages n'ont pas besoins d'assistance technique. Il serait plus constructif de réorienter leur production vers l'horticulture.

Recommandations

34. **Recommandation 1:** le bureau de pays devrait élaborer une stratégie qui situe l'action du PAM dans le nouveau contexte national et qui lui donne une cohérence par rapport aux nouvelles priorités du Gouvernement et des donateurs en faveur du développement. Cette stratégie devrait:
- i) reposer sur une évaluation des besoins des personnes déplacées qui se sont réinstallées, et prévoir les mesures requises pour y répondre; et intégrer l'appui du PAM dans les plans de développement locaux, en articulant par exemple les activités VCT avec des projets plus vastes de développement des infrastructures rurales, les activités VPF avec des initiatives de développement local, etc.;
 - ii) tenir compte de l'approche du PAM vis-à-vis du VIH et du sida, qui englobe les soins et le traitement, l'appui à la nutrition et la prévention.
35. **Recommandation 2:** la nouvelle IPSR devrait se concentrer sur un nombre plus réduit d'activités, principalement destinées à soutenir les programmes nationaux de nutrition et d'éducation. Dans cette optique, il faudrait:
- i) adapter les ressources humaines aux priorités, notamment en faisant appel à un nutritionniste ayant de l'expérience dans le domaine du VIH/sida;
 - ii) cibler les programmes de nutrition sur les zones géographiques ayant les plus forts taux de malnutrition, en procédant à une évaluation participative détaillée des besoins, et accorder la priorité aux régions septentrionales pour l'alimentation scolaire;
 - iii) appliquer des critères rigoureux en matière d'admission et de sortie des bénéficiaires de l'alimentation thérapeutique et supplémentaire;
 - iv) associer les bénéficiaires de la composante VIH/sida au suivi et à l'échange d'informations concernant l'assistance fournie, et analyser les possibilités d'emploi pour compléter la composante nutrition par la distribution d'activités VPF;
 - v) améliorer les compétences de la DNC en matière de planification, de suivi et d'évaluation, et de coordination logistique, et l'encourager, ainsi que les instances de direction des écoles et les autorités villageoises, à exempter les enfants pauvres des frais de cantine;
 - vi) mobiliser les ressources nécessaires pour mettre en œuvre la composante rations à emporter à l'intention des filles qui vivent dans les régions septentrionales, en visant tout particulièrement les classes de fin de cycle et en commençant par une initiative pilote.



CARTE DE LA COTE D'IVOIRE



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

CARE	Cooperative for Relief and Assistance Everywhere
DNC	Direction nationale des cantines scolaires
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
MICS	Enquête en grappes à indicateurs multiples
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SMART	suivi et évaluation normalisés des phases de secours et de transition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VPE	Vivres pour l'éducation
VPF	Vivres pour la formation
VPR	Vivres pour le redressement